

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19475 - 75ÈME ANNÉE

Négociations du budget de l'Union européenne

L'avenir de La Réunion se décide encore sans les Réunionnais



Conseil de l'Union européenne à Bruxelles.

C'est en ce moment que se négocie le prochain budget européen dans un contexte totalement nouveau en raison du départ du Royaume-Uni de l'UE. La France peine à faire entendre son point de vue au sujet des fonds consacrés à l'agriculture. Il en sera sans doute de même pour la politique régionale qui pèse 2 milliards d'euros à La Réunion. Ce sont des discussions qui engagent l'avenir de La Réunion, sans que les Réunionnais puissent avoir leur mot à dire.

En France, le Salon de l'Agriculture va se dérouler dans un contexte particulier. En effet à Bruxelles se décide actuellement la future Poli-

tique agricole commune (PAC). C'est avec la politique régionale le budget le plus important de l'Union européenne. C'est en effet une des plus anciennes politiques communautaires, elle résulte du transfert de compétences des États vers l'Union européenne. Cette discussion a lieu alors que le Royaume-Uni vient de quitter l'UE, il est le premier État à le faire. C'est un contributeur important au budget qui n'est plus là. État Cela amène à un débat autour de deux logiques.

PAC : rien n'est joué

La France dit vouloir absolument

défendre une enveloppe identique, à savoir 375 milliards d'euros pour la période 2021-2027. Cette position est loin d'être partagée. En effet, des États voudraient qu'une partie des fonds affectés à l'agriculture servent à financer des actions en lien avec l'environnement. D'autres États souhaitent augmenter le budget destiné à la gestion des réfugiés en prenant dans les crédits de la PAC. La Commission a proposé un budget de 370 milliards, repoussé par la France. L'attitude du gouvernement entretient une certaine confusion. En effet, François Guillaume, ministre de l'Agriculture, a annoncé vendredi qu'un accord a été trouvé pour le maintien à l'identique du budget de la PAC. Il a été démenti

quelques heures plus tard par son ministère, dont un porte-parole a déclaré ceci à l'AFP : pour la France, « la base de négociation repose bien sur un maintien du budget de la PAC, mais tous les pays ne sont pas d'accord et aucun accord définitif n'a encore été acté ». Pour sa part, le ministre a lancé un appel aux agriculteurs, leur demandant de ne pas manifester au Salon de l'agriculture. Autrement dit, rien n'est joué et le pire, une baisse des aides, n'est toujours pas exclu.

Et les 2 milliards de la politique régionale ?

Ces discussions difficiles ne sont qu'un début. Le même problème se posera pour la politique régionale. Rappelons que l'action de Paul Vergès et d'Elie Hoarau au Parlement européen a permis à La Réunion de

bénéficier de plus de 2 milliards d'euros de crédits de l'Europe pour une période de 6 ans, au titre de cette politique qui vise à réduire les inégalités entre les Régions de l'Union européenne. Cette manne est désormais gérée par la Région. En raison du départ du Royaume-Uni, elle risque bien de diminuer au moment où cette collectivité a déjà baissé son budget de plus de 250 millions d'euros. Voilà qui annonce des lendemains difficiles dans notre île, surtout pour ceux qui dépendent des fonds distribués par la Région.

La Réunion une priorité ?

Les conséquences du BREXIT ne sont donc pas près de s'estomper. Le départ du Royaume-Uni a accéléré la crise de l'Union euro-

péenne, ce qui ne peut qu'avoir des répercussions à La Réunion du fait de la dépendance de notre île aux décisions prises à Bruxelles et à Paris. Car dans ces discussions, le gouvernement veut d'abord préserver les intérêts français, car La Réunion n'est pas et ne sera jamais la première priorité pour les négociateurs français. En effet, entre la recherche de débouchés pour une industrie et des services qui emploient des millions de personnes et la défense des intérêts d'une île de moins d'un million d'habitants à près de 10.000 kilomètres de l'Europe, son choix est fait et il en sera toujours ainsi. Tant que les Réunionnais n'auront pas la responsabilité d'être les acteurs des décisions qui engagent leur avenir, ils ne pourront compter sur personne pour défendre au mieux leurs intérêts.

M.M.

Quand le projet de Paul Vergès inspire en France

Train : déjà 10 ans de retard pour La Réunion à cause de Didier Robert

Les gouvernements Sarko-Fillon puis Hollande-Ayrault ont aidé Didier Robert à couler le tram-train. Le rapport Philizot confirme que le tram-train était la bonne solution et que Paul Vergès avait, une fois encore, vu juste.

Rocade du Tampon, Continuité territoriale à la charge de l'État, Route littorale sécurisée, Tram-train, Énergie électrique produite grâce au différentiel de température (surface de l'Océan et grande profondeur), Co-développement Réunion-Madagascar, Université de l'Océan Indien, Maison des civilisations, etc, elle est bien longue la liste des destructions — par la seule volonté de Didier Robert — des innovations mises en place par Paul Vergès et qui — tram-train no-

tamment — auraient donné à La Réunion les moyens d'une transformation de son économie (transition écologique) conforme aux attentes des Réunionnais. Et, par surcroît, respectueuse de l'environnement, indépendante des énergies fossiles, bref un atout pour les Réunionnais, un exemple pour l'UE et un encouragement pour nos voisins à ne pas se laisser bernier par les "solutions" de type tout-automobile.

Et, cerise sur le gâteau, le rapport démontre que c'est à l'État qu'il revient d'assumer le financement des infrastructures (rail notamment).

De Paul Vergès à Didier Robert, les Réunionnais peuvent aujourd'hui constater qui avait vraiment La Réunion au cœur et qui a, par détestation partisane, goût de la glo-

riole, tout démolit et crée, du fait de sa légèreté, une situation d'endettement insupportable de La Réunion pour des décennies avec une route en mer inachevée.

Et maintenant que plusieurs Régions sont sur les rangs pour suivre les préconisations visionnaires de Paul Vergès, quand donc La Réunion pourra-t-elle disposer de ce mode de transport doux qu'est le tram-train ?

N'est-il pas plus que temps pour nous de reprendre ce chantier en mains, d'unir toutes les bonnes volontés et de replacer La Réunion sur la voie d'un développement original ?

Jean

Edito

Quand la France paiera-t-elle sa dette envers Madagascar ?

Jean-Yves Le Drian, ministre français des Affaires étrangères, a rencontré son homologue malgache ainsi qu'Andry Rajoelina, président de la République de Madagascar. Ces échanges s'inscrivent dans le cadre d'une tournée entamée à Maurice et qui doit s'achever au Mozambique.

Un accord a été signé portant sur une aide de la France d'un montant de 14 millions d'euros pour l'éducation. Le deux États ont également signé un accord-cadre d'une durée de 3 ans, dans le domaine de la coopération.

Jean-Yves Le Drian a aussi annoncé que le déblocage d'une aide de 120 millions d'euros et de prêts d'un montant de 120 millions d'euros pour soutenir le Plan Emergence Madagascar. Le ministre a affirmé que la question de la gestion de ce que la France appelle « les îles Eparses » est renvoyée à la Commission franco-malgache annoncée l'année dernière, lors de la visite d'Andry Rajoelina à son homologue français, Emmanuel Macron. Cette Commission ne s'est par réunie depuis le mois de novembre. Rappelons que la France continue à occuper ses îles malgaches malgré l'indépendance de Madagascar.

Sans doute ces annonces visent à compenser la perte d'influence de la France dans notre région vis-à-vis d'autres acteurs qui s'implantent fortement à Madagascar, notamment la Chine, les États du Golfe ou le Canada. Elles interviennent au moment où la France a pris deux décisions s'appliquant aux îles malgaches toujours occupées : la création d'une réserve naturelle à Nosy Sambattra et le non-renouvellement d'un permis de forage pétrolier exploratoire.

Certains pourraient penser que ces aides et ses prêts sont un acte de solidarité de grande ampleur. Il importe de relativiser. Avant l'invasion française de Madagascar à la fin du 19^e siècle, le niveau de vie dans cet État était comparable à celui du Portugal. Quand Madagascar est redevenue indépendante en 1960, c'était loin d'être le cas et cela ne l'est toujours pas. Pour que le niveau de vie chute à ce point, c'est qu'un transfert massif de richesses s'est effectué au profit du colonisateur. En effet, sous la domination française, de nombreux Malgaches étaient obligés de travailler gratuitement pour des colons, dont la majorité venait de La Réunion.

Cela donne une idée de l'ampleur de la dette que la France a contracté vis-à-vis du peuple malgache, qui doit se compter au moins en dizaines de milliards d'euros. Une dette qui s'est sans doute accrue au cours de ces 50 dernières années. C'est pourquoi les annonces du ministre français ne sont qu'une goutte d'eau dans ce que son pays doit à Madagascar. Manifestement, la France est encore loin de vouloir payer sa dette envers Madagascar.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zistoir Madégaskar : Béandriaké lo marin/Béandriaké le marin.morso niméro 5

Konm moin la di azot dann zoinal mèrkrodi Béandriaké la propoz logr in parti d'katra : in zé mi koné pa, mé logr Ndrinobé i koné pa pliské moin. Lo marin i propoz ali lo zé épi i di ali : si ou i gingn troi foi inn déyèr l'ot ou i manz amoin. Si sé moin k'i gingn troi parti inn déyèr l'ot, mi done aou in kou d'ti fer dsi out tête pou aprann aou zoué. La parti i komans konm moin la di azot dèrnyé foi.

L'avé inn foi pou inn bone foi mésyé lo foi la manz son foi avèk in grinnsèl.

Logr i pèrd troi foi inn déyèr l'ot. Konm lété antandi li pran son bout fèr soidizan pou fé rant la règ lo zé dann koko lo Ndrinobe pars d'apré lo marin néna dé-troi pti téknik l'ogr la pankor bien konpri. Sète-la lé dakor ! Mé oila ké lo marin i anfans son fèr pointu par détyèr la tête logr é lo monstr i krèv sèk. Astèr lo marin i di avèk lo dé prinsèss : « Atann amoin-la ! zot la pi pèr astèr vi k'lo monstré lé mor, m'alé rode bato zot papa lo roi ! Zot va rotourn shé zot dann bato zot papa pars mon kanote lé vréman in pti pé tro pti. Donn amoin zot moiityé d'lamba konmsa zot papa va konprann moin la fine trouv azot épi libèr azot.

Épizapré li rash inn-dé plime dsi lo do lo monstr pou lo roi konprann li la fine abate lo monstr. Avèk lo dé moiityé d'lamba épi lo plime logr li fé in voil lo van i anport lo kanote dann diréksyon lo bato lo roi.

Troi zour aprés, li lé bonpé fatigé é li tonm somèye. Granmatin son kanote i bite avèk lo bato lo roi é sé sa k'i révèye ali. Lo kanote i ariv l'androi lo bato lo roi lé arété dsi la mèr san gingn bouzé pars lo van la pa rokomans souflé.

Dopi in bon distans lo roi té fine oir lo dé moiityé d'lamba in roz épi l'ot blé é son kèr lété ranpli lésplor. Astèr li té sir rotroouv son dé fiye kan lo gran marin la rakont ali son istoir.

Mé oila l'afèr, lo van i lèv touzour pa é tout de mouni mazine sar pa posib ropartir. Mé soman lo gran marin i rogard lorizon épi li di : « Nou va partir domin. »

La nuite i tonm é tout demoun i dor. Gran matin inn-dé - pti vag i komans fé bouz-bouz lo bato. Lo van i rant dann bann voil é Béandriaké i mète ali a la bar.

Kan lo roi i oi dsi la plaz lil nou la vi lotrozour, avèk son dé pti fiy dsi la plaz. Son kèr lé tèlman kontan, ala son kèr i arète bate li.

A suiv - listoir la pankor fini-biento lo sizyèm morso.

Justin